

## « Il nous faut un nouveau modèle économique »

Le président de la General Workers Federation (GWF), Clency Bibi, demande que la priorité d'emploi soit accordée aux Mauriciens en ces temps économiques difficiles.

■ L'actualité est toujours dominée par la crise qui ébranle Mauritius Telecom. En tant que syndicaliste, de quelle façon cette affaire vous interpelle ?

Avant de répondre à cette question, j'aimerais rendre un hommage à Rashid Imrith qui nous a quittés mercredi dernier. Il était très proche de la GWF et de Rezistans ek Alternativ. J'ai eu l'occasion de travailler avec lui sur plusieurs dossiers importants. Je garde de lui l'image d'un grand rassembleur - car il a beaucoup œuvré en faveur de l'unité syndicale, et aussi l'image d'un combattant hors pair.

Pour en revenir à votre question, je dirais que si jamais ces allégations sont vérifiées, ce serait très grave pour le pays. Car ce serait une grave atteinte à la liberté d'expression et à l'espace démocratique.

■ L'autre question qui domine l'actualité est la hausse des prix qui grignote de plus en plus le pouvoir d'achat des consommateurs...

À la GWF, nous maintenons fermement que le gouvernement aurait dû maintenir les subsides sur des produits de première nécessité. Aujourd'hui, ce sont surtout la classe moyenne et les plus pauvres de la société qui souffrent le plus de ces augmentations.

Pour maintenir ces subsides, le gouvernement aurait pu taxer davantage les contribuables dont les

revenus sont supérieurs à Rs 100 000 par mois. Cela aurait été un signe de solidarité envers les économiquement faibles de la société dans ces moments difficiles.

Ce qui est encore plus grave, c'est que des commerçants ne sont pas d'accord avec le taux du maximum mark-up. Ils menacent de ne plus vendre certains produits comme les grains secs.

Cela dit, nous maintenons fermement que le pays a besoin d'un nouveau modèle économique qui pourra mieux protéger les plus vulnérables de la société mauricienne. Malheureusement, le gouvernement garde le même modèle économique. Pour nous, cela est complètement dépassé et ne cesse d'appauvrir les gens.

Ce qui m'attriste davantage, c'est que le gouvernement continue dans sa politique de ne pas entamer des discussions avec la classe syndicale, qui connaît mieux les problèmes des travailleurs.

■ Un autre de vos griefs concerne les amendements qui seront apportés à la Statutory Bodies (Accounts & Audit) Act. Ce qui, selon vous, irait à l'encontre des intérêts des employés. Où en êtes-vous sur ce dossier ?

Effectivement, l'un des amendements propose que les Statutory Bodies, qui ne sont pas régis par le PRB, devront avoir au

**Le gouvernement aurait dû maintenir les subsides.**



préalable l'autorisation écrite du ministre des Finances et du conseil des ministres avant de pouvoir engager des discussions en vue de revoir les conditions de service et les salaires des employés. Ce qui est à l'encontre de la convention 98 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) portant sur le droit d'organisation et de négociation collective et dont l'État mauricien est signataire.

La GWF et le Joint Negotiating Panel de l'industrie sucrière ont adressé une lettre au ministre du Travail avec une série de propositions sur les amendements qu'il faut apporter à la Workers' Rights Act dans le Finance Bill qui sera bientôt débattu. Entre autres, nous avons demandé que lesdits amendements soient enlevés avant même que ce projet de loi ne soit introduit au Parlement. Si jamais le gouvernement persiste dans



cette voie, nous n'aurons d'autres choix que de porter l'affaire devant le Governing body de l'OIT. Nous attendons la publication du Finance Bill pour voir si nos propositions ont été acceptées ou non.

■ Le spectre de licenciements refait-il surface... ?

C'est triste qu'à un moment où les Mauriciens font face à une flambée des prix dans le commerce, que des travailleurs du secteur de la construction soient licenciés. D'autant plus que le gouvernement avait introduit le Wage Assistance Scheme durant la pandémie pour protéger les emplois. C'est qui est le plus étonnant, c'est qu'il y a une reprise dans ce secteur.

Cela dit, je souhaite que le gouvernement soit très ferme envers cette compagnie de construction et envisage les possibilités pour redéployer ces licenciés dans d'autres sociétés. J'espère également que le gouvernement revoit sa politique de recrutement de travailleurs étrangers à Maurice pour accorder la priorité d'emploi aux Mauriciens.

Propos recueillis par Mario Boutia  
m.boottia@defimedia.info